

GREVE AU MUCEM

Frédéric Mitterrand a fait du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM) à Marseille, l'un des projets phares de son ministère. Il a également indiqué à plusieurs reprises qu'il portait la plus grande attention aux conditions de travail des personnels sous sa responsabilité, et à tout ce qui participe de la précarisation du travail.

Voilà pour les déclarations officielles. Dans les faits, la préfiguration et l'ouverture prochaine du MUCEM posent d'importants problèmes structurels et sociaux en lien direct avec la fermeture annoncée du musée des Arts et Traditions Populaires à Paris.

Ainsi, cette restructuration place les agents affectés à Paris sous le coup d'un plan social. Or, jusqu'ici le ministère de la Culture et la Direction générale des Patrimoines (direction de tutelle) se sont montrés incapables d'apporter les garanties collectives et individuelles qui sont dues à l'ensemble de la communauté de travail, sans aucune exclusive.

Pire, les premières ébauches du projet MUCEM prévoient l'externalisation-privatisation d'une grande partie des missions du futur établissement. Les missions d'accueil et de surveillance pourraient être totalement privatisées. Il pourrait en être de même des missions de billetterie et de médiation culturelle ou encore des « fonctions support ».

Ces mesures sont inacceptables car elles porteraient un coup très rude au service public des musées et à ses filières professionnelles. Elles ont en outre l'effet d'une gifle pour les personnels ex-ATP – futur MUCEM qui se battent pour conserver leurs emplois et obtenir des perspectives de carrière dignes de ce nom.

Les personnels réunis en assemblée générale ce matin ont voté la grève. Une réunion de négociation se tiendra cet après-midi

au siège du ministère de la Culture. Il est impératif que le cabinet du Ministre et la Direction générale des Patrimoines revoient leur copie et apportent immédiatement des réponses qui préservent le service public, tous ses emplois et les conditions de travail de nos collègues.

Paris, le 28 avril 2011